مجلة علمية دولية محكمة في العلوم القانونية والاقتصادية والإنسانية

An international journal of research in Law, Economics, and Human Sciences

La Guerre Israélo-Américaine contre l'Iran : Dialectique du Politique et le Militaire

Dr. AZIZI Mustapha

- Professeur au Centre de formation des Inspecteurs de l'Enseignement (CFIE). Rabat.
- Ex-Cadre auprès de l'Ambassade du Royaume du Maroc à Madrid.

Résumé

Le conflit armé opposant actuellement les États-Unis, Israël et l'Iran constitue l'une des crises politiques et militaires les plus marquantes et potentiellement les plus structurantes du Moyen-Orient. En effet, l'intensification des hostilités suscite une attention internationale soutenue, non seulement en raison de ses effets militaires immédiats, mais aussi des profondes répercussions politiques, sociales et économiques qu'elle est susceptible d'entraîner, tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle internationale. Bien que, Israël « le pays ambitieux » pari sur l'expansion, la redéfinition des frontières et l'installation de la sécurité nationale dans la région, tandis que l'Iran compte toujours à poursuivre ses enjeux nucléaires en tant que force immense dans la région du côté militaire voire le coté doctrinal-religieux jouant un rôle géopolitique bien déterminé.

En outre, la communauté internationale et les institutions régionales réagissent entre la condamnation, la prudence, l'appel à la raison et la préservation des intérêts stratégiques.

Ainsi, au cœur de cette profonde crise s'articule la problématique suivante : ***Dans quelle mesure le politique et le militaire en Proche-Orient pourraient-ils aboutir au changement du régime iranien et quelles seraient les conséquences géostratégiques de la guerre dans la région ?***

Pour approcher ce sujet et répondre à notre problématique, il est impératif de traiter des axes relatifs au contexte politique de la guerre, ainsi ses répercussions et ses conséquences y compris la position de la communauté internationale, voire les scénarios possibles pour mettre fin audit conflit.

Mots clés : Conflit – politique – militaire – Proche-Orient.

Abstract

The armed conflict currently opposing the United States, Israel, and Iran constitutes one of the most significant and potentially structuring political and military crises in the Middle East. Indeed, the intensification of hostilities is drawing sustained international attention, not only due to its immediate military effects but also because of the profound political, social, and economic repercussions it is likely to cause, both regionally and internationally. Indeed, Israel, "the ambitious country," is betting on expansion, the redefinition of borders, and the establishment of national security in the region, while Iran still intends to pursue its nuclear ambitions as a formidable force in the region, with even the doctrinal-religious aspect playing a well-determined geopolitical role.

Moreover, the international community and regional institutions respond with a mix of condemnation, caution, appeals to reason, and the preservation of strategic interests.

Thus, at the heart of this profound crisis lies the following issue: ***To what extent could political and military actions in the Middle East lead to a change in the Iranian regime, and what would be the geostrategic consequences of war in the region?***

To approach this topic and address our issue, it is imperative to tackle the axes related to the political context of the war, as well as its repercussions and consequences, including the position of the international community, and even the possible scenarios for ending the conflict.

Keywords: Conflict – political – military – Middle East.

Introduction

La région du Moyen-Orient connait des transformations rapides et dangereuses, après les opérations militaires conjointes israélo-américaines contre l'Iran, et le lancement par ce dernier de frappes sur plusieurs sites israéliens, ainsi que le ciblage de territoires dans plusieurs pays de la région du Golf en l'occurrence les pays accueillant les bases militaires des Etats Unis d'Amériques.

Avec l'intensification de ces opérations, des questions inquiètes sur l'avenir de la région et de ses peuples se multiplient, tant que la possibilité dudit conflit se prolongera progressivement pour atteindre d'autres pays qui pourraient entrer en guerre pour des raisons géostratégiques en rapport avec leurs souverainetés et leurs intérêts.

En effet, des scénarios multiples apparaissent éventuels pour décortiquer le déroulement de cette guerre en vue de prévoir une fin rapide évitant les dégâts humains et matériels qui nécessiterait des décennies pour les reconstituer. Ainsi, le scénario le plus efficace réside effectivement dans des initiatives amicales, menées par des acteurs politiques internationaux et régionaux. Et sur la question de savoir si cela se limitera à des opérations d'usure militaire visant à atteindre des objectifs dissuasifs précis de part et d'autre, ou si, avec l'évolution des situations et la persistance des parties hostiles dans leurs positions, cela se transformera en une confrontation ouverte à toutes les éventualités difficiles, y compris l'élargissement du champ des opérations à d'autres zones de voisinage.

Axe premier : Le contexte géopolitique de la guerre Israélo-américaine contre l'Iran.

Son programme nucléaire, l'enrichissement de l'uranium, le soutien du Hizbollah au Liban voire la menace qui pèse sur l'existence d'Israël dans la région représentent des raisons directes qui ont accru les

inquiétudes de la communauté internationale notamment l'alliance OTAN[1] face à l'Iran comme un danger menaçant la sécurité et la paix dans la région du Proche-Orient.

A cet égard, l'Iran considère que les frappes dont elle a été la cible représentent une ingérence flagrante dans sa souveraineté et une attaque contre sa sécurité, tant que les États-Unis et Israël considèrent que leurs opérations à ce sujet constituent une frappe préventive, pour empêcher l'Iran de pénétrer de manière détournée dans le club nucléaire, en soulignant que Téhéran était sur le point de déclarer posséder l'arme nucléaire, ce qui menace leurs intérêts et leur sécurité.

Dans ce sens, compte tenu des données sur les terrains actuels, il semble que la situation soit susceptible d'évoluer davantage, car la préoccupation des États-Unis et d'Israël est passée du niveau de la recherche de garanties suffisantes pour limiter les ambitions nucléaires iraniennes et le risque de poursuivre le développement de ses missiles balistiques, à celui de chercher à changer le régime politique en place.

D'autre part, ce dernier (le régime iranien)[2] se trouve dans une situation plus compliquée d'autant plus que le dossier nucléaire est devenu pour lui une question de survie et un moyen de posséder une force de dissuasion face aux diverses pressions qu'il subit. En outre, l'assassinat du Guide suprême Ali Khamenei et de plusieurs dirigeants et décideurs appartenant aux Gardiens de la révolution a constitué un autre facteur décisif pour alimenter cette confrontation.

Dans ce contexte, et face à la force des frappes militaires, et dans le désir de faire pression sur les États-Unis pour arrêter la guerre, l'Iran a décidé d'élargir le cercle de confrontation en ciblant un certain

1 L'OTAN mène toute une série d'opérations et de missions dans la zone euro-atlantique et au-delà. Ces activités de prévention et de gestion des crises sont variées : il peut s'agir d'opérations de soutien de la paix menées au lendemain de conflits, de missions de développement de capacités contribuant à renforcer les partenaires de l'OTAN, ou encore d'opérations humanitaires faisant suite à des catastrophes naturelles.

2 **Oren CHAUVEL et Pierre RAZOUX:** La guerre de l'ombre entre Israël et la République islamique d'Iran. Editeur : Arman COLIN. 2025. Paris. P. 85.

nombre de pays de la région comme le Koweït, les Émirats, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie saoudite, l'Irak, le Liban et la Jordanie, en plus de mobiliser ses annexes et ses entités basées au Liban, en Irak et au Yémen.

A ce terme, le ciblage de bases militaires américaines est considéré par l'Iran légal et légitime, comme il a fermé le détroit d'Ormuz, ce qui a paralysé l'approvisionnement en pétrole et en gaz dans la région, sans oublier son un impact notable sur l'activité portuaire, le commerce mondial et les marchés de l'énergie en général.

Axe deuxième : Répercussions et conséquences de la guerre Israélo-Américaine-Iranienne

Depuis le déclenchement de ce conflit, il est apparu de manière incontestable que ses effets dépasseront les frontières de l'Iran pour avoir des répercussions régionales et internationales sur le plan sécuritaire et économique. Ainsi, la fermeture des aéroports devant la navigation aérienne a provoqué un grand blocage concernant l'évacuation des personnes voulant partir chez eux, ainsi que d'importantes pertes financières en raison de l'annulation d'un grand nombre de vols internes et internationaux. De plus, la décision de l'Iran de fermer le détroit d'Hormuz, par lequel transitent environ 25 % des cargaisons de pétrole mondiales, a entraîné des pertes considérables en matière d'exportation de pétrole et de gaz, ce qui provoquera des perturbations sur les marchés boursiers mondiaux et une hausse rapide des coûts de l'énergie.

En effet, ladite guerre constitue un autre coup dur pour le système régional arabe dans toutes ses composantes sociales, économiques, politiques et sécuritaires, d'autant plus que les opérations militaires ont touché un certain nombre de pays de la région que nous venons de les citer en amont.

De même, les pays arabes proches de l'Iran, comme l'Irak, le Koweït et les Émirats, seront exposés à d'énormes flux humains avec la poursuite des frappes militaires et l'absence de solution, ce qui posera de

problèmes sérieux d'ordres politiques, sociaux et sécuritaires dans le cadre d'une immigration collective en l'absence de la mise en œuvre des dispositions du Droit International Humanitaire.

A ces termes, la fermeture des passages maritimes dans la région, comme le cas de détroit d'Ormuz, constitue un événement grave, compte tenu de ses répercussions sur la liberté de navigation maritime, de son perturbation du commerce international, et notamment de l'augmentation des prix de l'énergie, ce qui épuisera les économies des pays arabes qui dépendent de l'importation de ces matières vitales de l'étranger[1].

A cet égard, les pays du Golfe seraient parmi les pays les plus touchés par cette guerre, en raison de leur proximité avec l'Iran après avoir bénéficié d'une stabilité et d'une sécurité qui ont contribué davantage à attirer de nombreux investissements internationaux dans plusieurs secteurs stratégiques et vitaux. Alors, ces pays se retrouvent aujourd'hui face à une réalité trop compliquée imposée par les pressions de ce conflit, dont l'ampleur peut s'étendre à tout moment, ce qui aura des conséquences graves qui se répercuteront négativement sur plusieurs secteurs importants tels que le tourisme, l'immobilier et le commerce.

Axe troisième : Position de la communauté internationale face à la crise Israélo-iranienne

A l'échelle internationale, Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une Résolution 2817 condamnant « avec la plus grande fermeté » les attaques odieuses de l'Iran contre les pays du Golfe et la Jordanie, réaffirmant son soutien absolu à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de ces pays.

Ladite Résolution 2817, adoptée par 13 voix pour et deux abstentions, condamne avec la plus grande fermeté les attaques odieuses perpétrées par la République d'Iran contre les territoires du Bahreïn, du Koweït, d'Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de la Jordanie, soulignant que

1 **Joanna YORK :** Moyen-Orient : comment l'Iran a recours à l'IA pour mener sa guerre de l'information. Article publié le 26 mars 2026. Op. cit : Moyen-Orient : comment l'Iran a recours à l'IA pour mener sa guerre de l'information - Yahoo Actualités France.

de tels actes constituent une violation du Droit International des droits de l'homme et le Droit international humanitaire voire la grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

En effet, soutenue par 139 États membres de l'Organisation des Nations Unies, la Résolution susmentionnée condamne également les attaques visant des zones résidentielles et des biens civils, ayant entraînés des victimes civiles et des dommages à l'infrastructure notamment les aéroports, les ports et les stations pétrolières.

Ainsi la Résolution onusienne exige « la cessation immédiate » de toutes les attaques menées par l'Iran et demande à Téhéran d'arrêter toutes les frappes de missiles immédiatement et sans condition prévue telle que, toute provocation ou menace envers les États voisins demeure un crime de guerre.

A cet égard, la Résolution réaffirme, par ailleurs, que l'exercice des droits et libertés de navigation par les navires marchands et commerciaux doit être respecté, en particulier le long des routes maritimes soumises en conflits.

Axe quatrième : Position de l'Union européenne et de la Ligue des Pays arabes face à la guerre Israélo-iranienne.

Suite à l'escalade militaire au Moyen-Orient entre l'Iran d'une part et Israël et les Etats Unis d'Amériques d'autre part, les Gouvernements, « les Alliances, les Coalitions et Les institutions des relations internationales »[1] ont réagi positivement tant que négativement face à la crise entre les parties prenantes en exprimant leurs attitudes émanant des décisions parlementaires ou des outputs des réunions urgentes des partis politiques majoritaires ou des positions constantes basées sur des partenariats stratégiques rejoignant des pays ayant des intérêts communs.

1 **Claude-Albert COLLIARD :** Institutions des relations internationales. Précis Dalloz. 1974. Paris. France. P. 244.

Dans ce contexte, l'Union européenne a exprimé son fermement soutien et sans équivoque les États membres proches de la région. Elle se félicite du soutien apporté par les États membres à cet égard, notamment par le déploiement de moyens militaires en Méditerranée orientale et en soutien à Chypre. Le Conseil européen prend acte de l'intention de Chypre d'entamer une discussion avec le Royaume-Uni sur les bases britanniques à Chypre et se tient prêt à fournir une aide si nécessaire.

Dans la même optique, le Conseil européen condamne fermement les frappes militaires que l'Iran mène sans discrimination contre des pays de la région, et exprime sa solidarité avec les pays touchés. Il appelle l'Iran et ses auxiliaires à cesser immédiatement ces attaques et à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays de la région, conformément aux dispositions de la Résolution 2817 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui devrait être pleinement mise en œuvre dans quelques semaines d'après.

A ces termes, le Conseil européen souligne l'importance que revêt une action concertée pour aider les partenaires à renforcer les capacités anti-drones et de défense aérienne. Dans ce contexte, il se félicite que l'Ukraine soit prête à fournir aux pays du Golfe un soutien et une expertise en matière de défense aérienne et de systèmes anti-drones. Rappelons ainsi que l'Ukraine a eu une expérience géante et longue en guerre contre la Russie. Donc ses promesses sont crédibles et applicables sur terrain.

Pour la Ligue des Pays arabes, cette dernière a tenu des réunions urgentes au niveau des Ministres des affaires étrangères arabes, voire des communications, des contacts et des mouvements concernant les chefs des Etats arabes ; Monarques et Présidents pour discuter la situation inquiète et entreprendre des mesures pertinentes face à la crise et réfléchir aux solutions adéquates pour mettre fin à la guerre qui s'étend dans le Moyen-Orient en touchant tous les pays du voisinage.

Loin de l'unanimité idéologique de la Ligue, les positions des États arabes face à ce conflit oscillent entre neutralité calculée, solidarité rhétorique, et préoccupations sécuritaires. Alors, de Riyad à Abou Dhabi, en passant par Le Caire ou Amman, la priorité est désormais la stabilité interne, la préservation des intérêts

économiques, et le maintien des équilibres diplomatiques fragiles[1]. Dans cette crise, les pays du Golfe redoutent un embrasement régional qui compromettrait leurs ambitions de développement. D'autres, comme la Syrie ou le Liban, y voient un prolongement de leurs propres impasses stratégiques. Le clivage n'est plus seulement confessionnel ou idéologique, cependant il est géopolitique.

Pour mettre en relief notre décortication de l'événement et notre analyse des positions multiples et paradoxales des organes politiques régionaux en l'occurrence la Ligue arabe qui est la plus concernée par l'escalade du Moyen-Orient, on signale que les cinq pays arabes impliquées tels que ; l'Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Qatar, Jordanie et Égypte adoptent des positions publiques de condamnation de l'attaque israélienne, mais leurs actions révèlent des intérêts divergents[2].

Dans ce sens, l'Arabie Saoudite et les EAU, bien que solidaires en apparence avec l'Iran, coopèrent discrètement avec Israël pour contrer la menace iranienne. Le Qatar joue des rôles équilibristes dans la région, cherchant à préserver sa posture de médiateur tout en protégeant ses intérêts économiques et financiers. Ainsi que la Jordanie et l'Égypte sont liées à Israël par des accords historiques, privilégient la stabilité et leurs alliances occidentales, malgré une rhétorique pro-palestinienne qui se met en jeu d'un moment à un autre suite aux tournants géopolitiques que connait le Conflit Israélo-arabe depuis jadis.

Alors, dans ce Moyen-Orient « **en feu** » ces pays émergents[3] naviguent entre solidarité arabe, rivalités régionales et impératifs stratégiques, révélant une mosaïque d'intérêts où l'Iran est à la fois un rival redouté et un partenaire circonstanciel.

Axe cinquième : Les scénarios politiques et militaires possibles pour mettre fin à la guerre tripartite.

1 Conflit Israël Iran : enjeux et répercussions. Op.cit. (Consulté le 31 mars 2026).

2 Basculement stratégique des États arabes face à l'Iran : vers un grand boum de la guerre au Moyen-Orient ? | Atlantico.fr

3 **Laurence DAZIANO :** Les pays émergents, approche GEO-POLITIQUE. Editeur : Arman COLIN. 2014. Paris. France. P. 67.

Suite à cette guerre décrite tripartite et triangulaire, on peut envisager trois scénarios se profilant à l'horizon en tenant compte de l'absence de tout soutien militaire officiel à l'Iran de la part de grandes puissances internationales telles que la Chine, la Russie et la Corée du Nord...

Partons du constat réel tel que l'exposition du pays à des frappes militaires sévères, et de l'insistance des États-Unis et d'Israël à cibler un certain nombre d'élites politiques, avec la possibilité de l'émergence d'élites politiques modérées ou même de l'effondrement du régime en place, la guerre pourrait s'arrêter sous pressions de la communauté internationale qui devrait revendiquer le retour à la table des négociations entre les parties concernées. (Premier scénario).

Le second scénario est lié à la possibilité de mettre fin à la guerre par des efforts bienveillants menés par certaines puissances internationales comme la Chine, sur la base d'accords où les États-Unis pourraient se contenter d'obtenir des garanties concernant le démantèlement du programme nucléaire et balistique iranien, tout en abandonnant la demande de renversement du régime, un scénario renforcé par les pressions exercées par certains membres du Congrès américain dans les deux chambres à ce sujet, ainsi que par la crainte qu'une division et un chaos extrêmes n'émergent en Iran, créant un autre foyer de tension attirant les groupes armés.

Le troisième scénario se réfère à la poursuite de l'affrontement dans le cadre d'une guerre d'usure à long terme, poussant les parties concernées à utiliser divers leviers de pression, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la situation de la région, voire à l'adhésion d'autres puissances internationales à celle-ci, dans le contexte de la concurrence pour les intérêts et de la course aux équilibres de pouvoir.

La grave tension militaire à laquelle les choses sont parvenues dans la région remet sérieusement en question l'efficacité des institutions internationales et régionales concernées par la gestion des crises et le règlement des conflits, en particulier l'Organisation des Nations Unies et son conseil de sécurité qui vient

de promulguer la Résolution 2817[1] stipulant l'arrêt immédiat des frappes iraniennes face aux pays arabes de voisinage.

Enfin et comme point de vue, cette confrontation constitue une étape clé, qui aura des répercussions et des effets sur le système régional arabe, et sur la région du Moyen-Orient en particulier, ce qui oblige les pays arabes à revoir leurs potentiels en vue de dépasser les différends, dans l'optique de contribuer à l'établissement d'un système régional qui protège leurs intérêts et garantisse leur sécurité stratégique.

Au sein de tous ces défis et tensions, ainsi qu'à tirer parti de ces changements pour relancer les discussions sérieuses au niveau régional et international sur la solution à deux États, afin d'assurer les droits légitimes des peuples en l'occurrence le peuple palestinien et de contribuer à la réduction des tensions politiques et militaires dans la région.

Conclusion

En guise de conclusion, il semble que les comptes et les calculs de l'Iran n'aient pas été fructueux en visant militairement plusieurs pays arabes, en particulier ceux du Golfe, comme moyen de pousser à l'arrêt des opérations militaires intensives qui la ciblent.

En effet, les pays du Golfe qui se sont attachés à établir des relations amicales avec Téhéran sont aujourd'hui plus que jamais convaincus que l'Iran est un acteur régional qui menace leur sécurité, ce qui les incitera à renforcer davantage leur coopération avec les États-Unis, approfondissant ainsi encore davantage l'isolement de l'Iran de la sphère internationale. Face à tous ces changements, les pays de la région se trouvent confrontés à un véritable dilemme oscillant entre la poursuite de la retenue ou le risque de se

1 L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2817 (2026) : quelles conséquences sur l'interprétation du droit de légitime défense ? | Centre de Droit International ULB. Publié le 13 mars 2026.

laisser entraîner à contrecœur vers une riposte, surtout si les atteintes iraniennes à leur souveraineté persistent dans à une durée illimitée.

Et comme réponse à notre problématique qui a été posée dans le résumé de l'article la guerre Iran-Israël, exacerbée par des dynamiques internes et internationales, redéfinie issant de la géopolitique du Moyen-Orient. Ainsi, l'avenir de la région dépendra des décisions des acteurs régionaux et de la capacité de la communauté internationale à désamorcer la crise. Donc la dialectique du politique et du militaire demeure une équation mathématique difficilement à résoudre puisque les intérêts politiques, économiques et sécuritaires de chaque partie sont tellement paradoxaux et strictement divergents.

Pour clôturer notre article, il est indispensable de poser les trois questions principales suivantes :

- Quels seraient les effets et les conséquences de la guerre sur l'avenir politico-sécuritaire de la région du Moyen-Orient ?
- Quel(s) pays ira /ont-t-il(s) sortir gagnant(s) de cette crise ?
- Est-ce que le Monde se dirige-t-il strictement vers une troisième guerre mondiale ?

Références bibliographiques et web graphiques

- **Claude-Albert COLLIARD :** Institutions des relations internationales. Précis Dalloz. 1974. Paris. France.
- **Laurence DAZIANO :** Les pays émergents, approche GEO-POLITIQUE. Editeur : Arman COLIN. 2014. Paris. France. (224 pages).
- **Oren CHAUVEL et Pierre RAZOUX :** La guerre de l'ombre entre Israël et la République islamique d'Iran. Editeur : Arman COLIN. 2025. Paris. France.
- **Raphaëlle NOLLEZ-GOLDBACH :** La Cour pénale internationale. Edition : Que Sais-Je. 2024. Paris. France (128 pages).
- **Joanna YORK :** Moyen-Orient : comment l'Iran a recours à l'IA pour mener sa guerre de l'information. Article publié le 26 mars 2026. Op. cit : Moyen-Orient : comment l'Iran a recours à l'IA pour mener sa guerre de l'information - Yahoo Actualités France.
- **Article :** « L'adoption par le conseil de Sécurité de la résolution 2817 (2026) quelles conséquences sur l'interprétation du Droit et Légitimité de défense ». Op. Cit. In : L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2817 (2026) : quelles conséquences sur l'interprétation du droit de légitime défense ? | Centre de Droit International ULB. Publié le 13 mars 2026.
- Conflit Israël Iran : enjeux et répercussions.
- Basculement stratégique des États arabes face à l'Iran : vers un grand boum de la guerre au Moyen-Orient ? | Atlantico.fr.
- La guerre israélo-iranienne : origines, enjeux et implications stratégiques actuels - Zone Armée.